

Le 25 octobre dernier, à l'initiative de l'AFFJ (Association Française des Femmes Juristes) et de l'ADSF, et sous la présidence de Gisèle Halimi, des professionnels du monde juridique et de la santé se sont réunis à la Chambre du Barreau de Paris pour un colloque d'une demi-journée sur le thème **Femmes, Violence et Santé**. Si le temps limité n'a pas toujours permis de développer tous les sujets autant que les participants et la salle l'auraient souhaité, ce colloque aura au moins eu le mérite de rappeler à quel point le sujet représente un problème universel duquel aucun pays et aucune couches de la société n'est à l'abri. Loin de se résumer à un simple fait divers, les violences constituent une véritable régression de civilisation. De la pratique des mutilations sexuelles au viol, de la stérilisation forcée aux coups, des humiliations répétées au maintien dans des états de dépendances affective et matérielle, une vérité s'impose : les violences faites aux femmes sont plus que jamais d'actualité dans le monde du XXIème siècle et notre société continue d'être basée sur le tandem homme dominateur-femme dominée. Bien que très en-dessous de la réalité, les chiffres en témoignent.

En trois étapes, appréhender, suivre et soigner, et à travers les regards croisés d'avocats, de magistrats et de juristes comme de gynécologues, de médecins généralistes et psychiatres, on note que les initiatives se sont multipliées au cours des dernières années en France ainsi que dans certains pays d'Europe.

Si **appréhender** passe par la mise sur pied et le développement du dépistage des violences dans le cadre des consultations, et d'une politique de repérage systématique, les médecins semblent occuper un rôle pivot. En matière de mutilations sexuelles, la répression est indissociable de la prévention. Sur le plan juridique, la loi Weil de 1975 a marqué le début d'une réforme et, à l'échelle européenne, un projet d'égalité hommes-femmes est à l'étude. **Suivre** implique tout un travail d'accompagnement en amont, dans lequel la confiance et la patience sont indispensables. Il est essentiel d'obtenir réparation pour les femmes, tout en se gardant de diaboliser les hommes. Quant au **soin**, il nécessite autant une prise en charge psychologique de la victime que de l'auteur de violences, dans un cadre thérapeutique très protégé, et doit s'inscrire dans la durée, la réponse à chaque homme violent se devant d'être unique. Il faut ouvrir sur l'espérance d'une reconstruction de la victime.

Dans ce combat contre une culture dominante de la violence et de la contrainte dont Madame Halimi dit qu'il commence à peine, professionnels de la santé et du droit doivent continuer de travailler main dans la main pour ce qu'elle qualifie "non pas de démarche féministe mais de démarche de progrès".

Claire Saint André
Secrétaire de l'ADSF